

SERVICES TECHNIQUES

-°-°-

ADMINISTRATIF

-°-°-

ST/FB/RM/GV/FD

Domaine : OUVERTURE ETABLISSEMENT

REPUBLIQUE FRANCAISE  
LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE

## ARRETE DU MAIRE N°224/2024

Département de  
SEINE-ET-MARNE

-°-°-

Canton de  
PONTAULT-COMBAULT

-°-°-

Commune de  
ROISSY-EN-BRIE

**Objet : Arrêté d'ouverture de l'institut de beauté « MILI BEAUTY »**

Le Maire de la Commune de Roissy-en- Brie,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L. 2212-1 et suivants,

**VU** le code de la construction et de l'habitation, notamment les articles L. 122-3, L.122-5, R.122-7, R.122-30 et R.122-35, R.122-5 et R.122-6, R.143-38 et R.143-39,

**VU** le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 relatif à la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité,

**VU** l'arrêté du 31 mai 1994 fixant les dispositions techniques destinées à rendre accessibles aux personnes handicapées les établissements recevant du public et les installations ouvertes au public lors de leur construction, leur création ou leur modification, pris en application de l'article R.162-9 du Code de la Construction et de l'Habitation,

**VU** l'arrêté modifié du ministre de l'intérieur du 25 juin 1980, portant règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public de la 1<sup>ère</sup> à la 4<sup>ème</sup> catégorie, complété par l'arrêté du 22 juin 1990 pour les établissements recevant du public de la 5<sup>ème</sup> catégorie,

**VU** l'arrêté préfectoral n° 95/08/CAB/SIACEDPC, portant création de la Commission de Sécurité et de la Commission d'Accessibilité,

**VU** l'arrêté préfectoral du 2 mars 2011 relatif aux attributions de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

**VU** la demande d'autorisation de travaux n° 077 390 24 00011 déposée le 13/05/2024 par le représentant de « MILI BEAUTY » demeurant 58 Avenue du Général De Gaulle 77330 Ozoir-La-Ferrière, pour l'aménagement d'un institut de beauté,

**VU** le courrier de la comission d'arrondissement de Torcy pour la sécurité en date du 27/05/2024 précisant que cet établissement classé en Etablissement Recevant du Public (ERP) de 5<sup>ème</sup> catégorie est assujetti à l'arrêté du 22 juin 1990 modifié ; à ce titre, conformément à l'article R.143.14 du Code de la Construction et de l'Habitation (CCH), la consultation de la Commission de Sécurité n'est pas obligatoire ;

**CONSIDERANT** les prescriptions du SDIS dans le courrier visé précédemment ;

**CONSIDERANT** l'avis tacitement favorable en date du 15/07/2024 de la Sous-Commission Départementale pour l'Accessibilité des personnes handicapées,

### ARRETE

**Article 1** : L'autorisation d'ouverture au public de l'établissement « Milly Beauty », de type M et de 5<sup>ème</sup> Catégorie, situé 1 Avenue Ancel De Garlande, à Roissy-en-Brie, est délivrée.

**Article 2** : Cette autorisation est subordonnée à la réalisation des prescriptions suivantes :

– les prescriptions contenues dans le courrier, en date du 27/05/2024 de la commission d'arrondissement de Torcy pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique ci-joint, seront strictement respectées.

– les prescriptions contenues dans le courrier, en date du 27/05/2024 de la commission d'arrondissement de Torcy pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique ci-joint, seront strictement respectées.

**Article 3** : L'exploitant est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du Code de la Construction et de l'Habitation et du règlement de sécurité contre l'incendie et la panique précités.

Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en sera de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques, et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

**Article 4** : Le présent arrêté est notifié à l'exploitant de l'établissement dont une ampliation sera transmise à :

- Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne,
- Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique,
- Monsieur le Chef de Centre d'Incendie et de Secours de Pontault-Combault,

En Mairie, le 18/07/2024



François BOUCHART

Maire de Roissy-en-Brie  
Premier vice-Président de la communauté  
d'agglomérations Paris-Vallée de la Marne